

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 17/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

TITANOBEL

ETABLISSEMENT DE VONGES
Route de Pontailler
21270 VONGES

Références : SeS/MS/2022-409
Code AIOT : 0005401343

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement TITANOBEL implanté Route de Pontailler 21270 VONGES. L'inspection a été annoncée le 06/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées portant sur les prélèvements et l'usage de l'eau par les activités industrielles en période de sécheresse.

L'établissement inspecté est situé dans la zone d'alerte RM1 (Saône moyenne) selon le découpage défini par l'arrêté préfectoral du 20 mai 2022 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur le département de la Côte-d'Or. A la date de l'inspection, la zone RM1 est au niveau "crise" au titre de la sécheresse.

Cette inspection a également été l'occasion de faire le point sur les suites de l'inspection du 29 octobre 2021 au cours de laquelle des non conformités majeures avaient été relevées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITANOBEL
- Route de Pontailier 21270 VONGES
- Code AIOT : 0005401343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ied : Non

L'installation est autorisée pour la fabrication et le stockage d'explosifs. Le site est SEVESO Seuil Haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécheresse
- Risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 25/08/2011, article 7.6.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 25/08/2011, article 7.6.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Registre de prélèvement des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Valeur limite de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 23/01/2004, article 11	/	Sans objet
3	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour la partie sécheresse, les nouvelles dispositions applicables en cas de franchissement de seuil sécheresse ne sont pas suffisamment connues de l'exploitant.

L'exploitant doit poursuivre son plan d'actions visant à réduire ses prélèvements d'eau à la hauteur des nouvelles restrictions qui s'appliqueront formellement à compter de 2023, à savoir :

- - 25% en cas de franchissement du seuil d'alerte,
- - 50% en cas de franchissement du seuil d'alerte renforcée,
- et en cas de crise, seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux).

Des exemptions sont possibles dans les cas où :

- les activités peuvent démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, ...) est mis à la disposition en cas de contrôle, ou
- les activités disposent d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse.

La démonstration de l'application des meilleurs techniques disponibles en termes d'économie d'eau sera évaluée, en plus de la description des techniques mises en place, au regard d'indicateurs chiffrés comme l'évolution des prélèvements dans le temps (avant/après la mise en place des différentes techniques), la consommation spécifique (rapportée à la tonne produite), et/ou par comparaison avec les données disponibles pour le secteur d'activité concerné.

Concernant les suites de l'inspection du 28 octobre 2021, il est constaté **la persistance des non-conformités précédemment relevées**. Un arrêté de mise en demeure avait été pris à la suite de l'inspection de 2021 mais comportait une erreur de référence le rendant inopérant.

Il est donc de nouveau proposé des suites administratives, avec un délai restreint compte tenu des suites déjà prises précédemment.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeur limite de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2004, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit chercher par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements de matériel et de réfection des ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.
Constats : L'exploitant a présenté le plan référencé "eaux propres" sur lequel sont représentés les réseaux d'eau potable. Le site est approvisionné en eau par captage privatif dans la nappe d'accompagnement suivie d'une unité de déferri-sation sur site (gérée par la SAUR). Le site est alimenté par cet unique réseau sur l'ensemble des bâtiments, process, lieux de vie, incendie et production. Les compteurs sont situés sur l'installation de captage et sur certains secteurs de l'installation (l'emprise du site s'étend sur 250 hectares) Les registres ont été présentés. Depuis janvier 2022, prélèvements tout usage : 14 000 m ³ au total (dont 2 500 m ³ sur process émulsions) Prélèvements 2021 : prélèvements tout usage 17 000 m ³ Prélèvements 2020 :prélèvements tout usage 21 088 m ³ L'exploitant indique avoir entrepris plusieurs actions en vue de limiter sa consommation d'eau et que celle-ci a été divisée d'un facteur 10 en 10 ans. L'exploitant doit différencier sa consommation sur les différents usages prévus (sécurité process, sécurité incendie, process, sanitaires, lieux de vie) afin de pouvoir engager des actions spécifiques ciblées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre de prélèvement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de prélèvement des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m ³ par an : - registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieure à 100m ³ /j mis à disposition des services de contrôle.
Constats : La fréquence de relevé des compteurs est mensuelle. Non-conformité : La fréquence de relevé des compteurs n'est pas respectée, le registre devrait être quotidien depuis le passage du bassin en seuil de crise.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des prélèvements/consommations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m³ par an :</p> <ul style="list-style-type: none"> - seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux). Une priorisation des usages pourra être conduite au cas par cas pouvant conduire à une augmentation des prélèvements et/ou consommation plafonnés à 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire. <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées.</p> <p>Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, ...) est mis à la disposition en cas de contrôle.</p> <p>Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront.</p> <p>NB : l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2022 précise que concernant les mesures de restriction, un délai d'adaptation pour les usages agricoles, industriels et commerciaux est possible pour la seule année 2022 : au cours de cette année transitoire, le préfet peut autoriser le maintien des mesures de restrictions publiées antérieurement en lieu et place de celles prescrites à l'annexe 4 du présent arrêté.</p> <p>Constats : L'exploitant n'a pas connaissance des dispositions "sécheresse".</p> <p>La période de référence retenue est l'année 2022. Sur cette période, la consommation hebdomadaire moyenne est de l'ordre de 720 m³/semaine (données exploitant). Sur la période du mois d'août, l'exploitant indique que les prélèvements sont de l'ordre de 672 m³/semaine sans qu'il ne puisse discriminer les différents usages de l'eau (fuite, sanitaires, process, incendie). L'exploitant est au-dessus de la valeur seuil de 7000 m³ à partir de laquelle s'appliquent les dispositions ci-dessus.</p> <p>L'exploitant précise qu'en l'état, l'arrêt complet des prélèvements d'eau aurait pour conséquence directe l'arrêt de la production. A ce jour, il ne peut pas utiliser des réserves d'eaux pluviales dans son process. Seule la partie "refroidissement" des émulsions est en circuit fermé. Le reste des installations ne peut fonctionner temporairement ni en partie ni totalement en circuit fermé. L'exploitant indique que des réflexions, notamment de récupérations d'eaux pluviales sur les toitures des bâtiments sont en cours. Le découpage de réseau du site en grands secteurs facilement isolables est également à l'étude.</p> <p>Les restrictions quantitatives de l'arrêté cadre "sécheresse" du 20/05/2022 n'étant formellement applicables aux usages industriels qu'à partir de 2023, l'inspection préconise à l'exploitant de poursuivre son plan d'actions sur les économies d'eau et d'anticiper les mesures à prendre afin de respecter ces prescriptions qui seront applicables au prochain étiage (sans préjudice des dispositions à prendre en 2022 au regard de l'arrêté préfectoral cadre n°374 du 29 juin 2015 modifié dont les mesures restent applicables en cette période transitoire). Il paraît indispensable de pouvoir discriminer les différents usages de l'eau sur le site. En particulier l'utilisation de l'eau pluviale dans les activités de nettoyage, de remplissage de réserve incendie et de process doit être étudiée afin de réduire la consommation d'eau potable.</p>

Observations : L'exploitant est informé des restrictions quantitatives en matière de sécheresse via les informations transmises par l'inspection des installations classées. La veille réglementaire en place à la date de l'inspection ne permet pas de suivre les arrêtés départementaux. L'exploitant peut suivre la publication des arrêtés départementaux relatifs à la sécheresse via le site Internet de la préfecture de la Côte-d'Or (https://www.cote-dor.gouv.fr/gestion-de-l-etiage-r1409.html) et le site Internet PROPLUVIA (http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2011, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, moyens incendie au brûloir
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention a minima conformes à l'étude de dangers.
Constats : Lors de l'inspection du 28 octobre 2021, il avait été demandé à l'exploitant d'actualiser la note de dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie en spécifiant pour toutes les activités et locaux, notamment les locaux périphériques ou éloignés des zones principales du site, les moyens mis à disposition pour intervenir rapidement en cas d'incendie. Si les moyens ainsi identifiés s'avéraient insuffisants, l'exploitant devait prévoir des moyens complémentaires (associés à un échancier de mise en place). Le jour de la rédaction du présent rapport, l'exploitant n'a pas transmis de note actualisée.
NON-CONFORMITÉ MAJEURE PERSISTANTE : L'exploitant n'a pas transmis la note de dimensionnement incendie mise à jour à la suite de l'inspection du 28 octobre 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2011, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, moyens incendie au brûloir
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Notamment, les extincteurs et la disponibilité des ressources en eau sont vérifiés au moins une fois par an. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Les interventions réelles sont également mentionnées sur ce registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette prescription a déjà été contrôlée lors de l'inspection du 28 octobre 2021. L'exploitant a complété ses équipements de sécurité incendie du brûloir. Ils sont précisés ci-dessous.</p> <p>Le jour de l'inspection, il est constaté au brûloir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'une réserve incendie posée sur une plateforme stabilisée et équipée d'une aire d'aspiration en entrée du brûloir. La réserve a été percée la veille par un caillou projeté lors d'une opération de débroussaillage ; elle est donc inopérante ; - la présence d'un poteau incendie et d'un RIA au niveau du brûloir. Le poteau est bien alimenté en eau avec une pression forte. Les différents raccords sont compatibles. Néanmoins, le tuyau souple de raccord entre la sortie du poteau et le RIA est pincé à différents endroits lors de la mise en pression. Plusieurs fuites au niveau des raccords sont visibles. - deux vannes sont présentes et sont différenciées par leur couleur. Aucune pancarte ne signale leur rôle et le sens dans lequel elles doivent être manipulées. - une sortie de réseau d'eau est également présente du côté du cabanon de contrôle et de la cuve. Cette sortie n'est pas utilisable en l'état et ne disposerait pas, selon l'exploitant, d'un débit suffisant (sortie peinte en vert). Pour éteindre un départ d'incendie côté cabanon, il est donc nécessaire d'utiliser le RIA situé de l'autre côté du merlon. - la zone où se situent ces différents équipements n'est pas débroussaillée. <p>L'exploitant ne connaît pas la dernière date de vérification de ces équipements, ni de leur maintenance.</p> <p>NON-CONFORMITE MAJEURE PERSISTANTE : Si l'installation d'une réserve incendie est effective, les moyens d'intervention ne sont pas, en totalité, en bon état, repérés et facilement accessibles. La maintenance de ces équipements et les essais périodiques de ces matériels ne sont pas définis spécifiquement, ni réalisés, ni tracés L'exploitant fournira par ailleurs, les débits des poteaux présents au brûloir.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois